

International

LE SOMMET DES BRICS+ À RIO : UNE RECOMPOSITION DE L'ORDRE MONDIAL À BAS BRUIT ?

Allan Deneuve, Martial Manet

05/07/2025

À la veille du sommet des BRICS+¹ à Rio de Janeiro, les 6 et 7 juillet 2025, Allan Deneuve, maître de conférences à l'université Bordeaux-Montaigne et chercheur associé à l'Institut français de géopolitique, et Martial Manet, professeur assistant en droit public à l'Université Mohammed VI Polytechnique de Rabat et chercheur associé à l'Iredies², décryptent les enjeux de cette rencontre. Entre la volonté de proposer un autre discours sur le droit international et la réforme des institutions internationales, si les contradictions internes ne manquent pas, un récit stratégique commun semble néanmoins se formuler, récit dans lequel l'Europe pourrait jouer un rôle.

Alors que le Proche et le Moyen-Orient sont à nouveau le théâtre d'une dangereuse escalade militaire, dans la foulée des frappes israéliennes sur des infrastructures iraniennes et de la riposte étatsunienne, les BRICS+ s'apprêtent à tenir un sommet à Rio de Janeiro les 6 et 7 juillet 2025. Cette rencontre s'inscrit dans un cycle diplomatique particulièrement actif, après le sommet de Kazan (Russie) en octobre 2024 et la réunion des ministres des Affaires étrangères fin avril 2025, également à Rio de Janeiro (Brésil). Participeront à ce sommet les pays membres du groupe élargi, à savoir le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Indonésie, l'Iran et les Émirats arabes unis. En l'absence de Vladimir Poutine, visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale auquel le Brésil, en tant qu'État partie au Statut de Rome, ne saurait se soustraire, la Russie sera représentée par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov³.

Si l'événement suscite peu d'écho médiatique en Europe, notamment en France, il n'en constitue pas moins un marqueur symbolique et stratégique d'importance dans un monde en forte reconfiguration géopolitique et géostratégique. Loin de l'agitation des chancelleries occidentales autour de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) – dont le récent sommet à Bruxelles, le 25 juin, a illustré les tensions internes –, les BRICS+ avancent discrètement leurs pions, profitant du reflux de la puissance politique, symbolique et normative du « bloc occidental ». Depuis l'élection

de Donald Trump en 2016 et son retour à la Maison-Blanche en janvier 2025, marqué par une stratégie d'unilatéralisme économique et diplomatique, le multilatéralisme construit dans l'après-Second Guerre mondiale se trouve en effet des plus fragilisé. Le *Commander in chief* mène désormais une guerre commerciale tous azimuts, y compris contre ses alliés historiques de l'Union européenne et de l'OTAN, instaurant des droits de douane punitifs sur l'acier, les semi-conducteurs, et même certains services numériques. Ce désengagement étatsunien de la régulation par le droit international ouvre un vide que les BRICS+ entendent bien combler, du moins du point de vue discursif.

Dans ce contexte général marqué par les conflits, il est fondamental d'analyser les dynamiques internes aux BRICS+, leur capacité à construire une cohérence politique, de produire un récit alternatif à celui de « l'Occident », et à structurer un projet de « gouvernance mondiale » à la fois fonctionnel et symbolique. Rio de Janeiro 2025 ne sera ainsi pas seulement un espace de communication diplomatique, mais un miroir des tensions tectoniques du système international actuel.

Les BRICS+ : genèse, élargissement et ambitions

Initialement conçus en 2009 comme un rassemblement informel entre quatre puissances dites émergentes (Brésil, Russie, Inde et Chine), les BRIC sont devenus BRICS avec l'intégration de l'Afrique du Sud (*South Africa*) en 2011. Depuis, le groupe s'est élargi à deux reprises pour former les BRICS+, comptant désormais dans ces rangs l'Égypte, l'Éthiopie, les Émirats arabes unis, l'Iran à partir de 2024, et en intégrant l'Indonésie en 2025. Ces États représentent aujourd'hui plus de 51% de la population mondiale et environ 40% du PIB mondial. Ils revendiquent pour cette raison le statut de « majorité mondiale », et veulent incarner un contre-modèle face à un ordre économique et politique dominé par les États-Unis et leurs alliés occidentaux. Au-delà de la démographie et de l'économie, la force de ce regroupement tient à sa masse critique géostratégique. La Russie et la Chine sont membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) et sont, avec l'Inde, des puissances nucléaires. L'Iran, en dépit de son affaiblissement actuel, demeure une puissance régionale importante qui est parvenue à faire son entrée dans ce groupe en dépit de son isolement international, voire de son statut de « paria » pour la majorité des États occidentaux. L'Afrique du Sud, l'Égypte et l'Éthiopie constituent pour leur part des puissances régionales incontournables avec des armées parmi les plus puissantes du continent africain.

L'élargissement progressif du groupe soulève également des enjeux de gouvernance interne. Si les BRICS se sont jusqu'ici distingués par leur format informel et leur rejet de structures bureaucratiques lourdes, leur développement en BRICS+ pourrait les conduire à repenser leurs

instruments de coordination et à enclencher une dynamique d'institutionnalisation. L'adhésion initialement prévue de l'Argentine, finalement annulée par Javier Milei, président ultralibéral proche de Trump, souligne également les lignes de fracture idéologiques possibles au sein de ce club élargi et les fluctuations possibles en fonction des alternances politiques. De plus, l'absence d'un secrétariat permanent et la diversité des intérêts rendent les prises de positions communes délicates à obtenir, ce qui donne au sommet de Rio de Janeiro une importance particulière pour clarifier les règles du jeu que tentent de mettre en place certains acteurs politiques à l'intérieur des BRICS+.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Les attendus du sommet de Rio de Janeiro

Une réponse à la crise au Moyen-Orient

La situation explosive entre Israël, l'Iran et les États-Unis constituera sans conteste l'un des points saillants des discussions. Le conflit, qui s'inscrit dans la continuité de la guerre à Gaza, offre aux BRICS+ un espace pour dénoncer ce qu'ils perçoivent comme une application à géométrie variable du droit international. L'argument du « deux poids deux mesures » – récurrent dans les discours des diplomates russes, chinois ou sud-africains – trouve ici un terreau fertile, renforcé par les silences pesants, si ce n'est funèbres, de la grande majorité des États occidentaux. Cette absence de réaction, tout du moins des Européens, permet aux BRICS+ de proposer un récit alternatif sur le droit international et ses valeurs. Il ne s'agit pas de leur part d'un rejet pur et simple du droit, mais d'une tentative de redéfinir les règles de l'ordre international : les BRICS+ cherchent à se poser comme les garants d'un ordre juridique multilatéral « non discriminatoire » qui ne serait plus façonné unilatéralement par les intérêts et les interprétations des puissances occidentales. Là où les États occidentaux ont historiquement revendiqué une normativité internationale intégratrice et libérale – en particulier en matière de droits humains –, les BRICS+, eux, proposent un contre-récit structuré, centré sur une lecture du droit international, fondée sur les principes de non-ingérence, de souveraineté absolue et de pluralisme normatif. Ce discours se nourrit d'un ressentiment historique, hérité à la fois des expériences coloniales et alimenté par les membres des BRICS+ eux-

mêmes, et de décennies de marginalisation dans les enceintes de gouvernance globales. Ce récit entre pourtant en contradiction totale avec la pratique internationale de certains membres des BRICS+, à l'instar par exemple de l'invasion russe de l'Ukraine et des prétentions territoriales chinoises sur l'île de Taïwan.

Réformer l'ONU : entre ambition de réforme et luttes de prestige

La réforme du Conseil de sécurité des Nations unies sera également à l'ordre du jour, comme à chaque sommet depuis plus d'une décennie. Le sommet pourrait raviver les lignes de fracture entre les tenants d'une réforme globale incluant les pays africains – notamment à travers le consensus d'Ezulwini, qui réclame au moins deux sièges permanents et cinq sièges non permanents pour les États africains choisis par l'Union africaine – et les puissances intermédiaires, comme le Brésil ou l'Inde, qui revendiquent une reconnaissance spécifique fondée sur leur poids démographique, économique, et leur rôle dans la stabilité régionale et mondiale. Le fait que la Chine et la Russie soutiennent officiellement l'élargissement du Conseil de sécurité, mais demeurent prudentes, voire ambiguës, sur ses modalités, alimente une certaine méfiance. Pékin, en particulier, redoute que l'accession de l'Inde à un siège permanent ne vienne contrebalancer sa propre influence régionale et mondiale. Moscou, de son côté, voit dans l'ouverture à d'autres puissances une possible dilution de son statut de grande puissance, notamment si elle devait cohabiter avec des acteurs susceptibles de remettre en cause ses positions sur des dossiers comme l'Ukraine ou le Soudan.

Au-delà du Conseil de sécurité, la réforme des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale) reste une revendication structurelle, portée de manière constante par les BRICS+. Le transfert des quotas de vote – aujourd'hui largement dominés par les pays du G7 – est perçu comme une condition minimale de justice financière. La révision des critères de conditionnalité, jugés trop intrusifs et alignés sur les orthodoxies néolibérales, constitue une autre exigence centrale. De même, les BRICS+ appellent à une extension plus équitable des droits de tirage spéciaux pour permettre un accès effectif aux liquidités internationales en cas de crise, sans conditionnalité politiques.

Le sommet de Rio pourrait ainsi marquer une intensification de la pression politique exercée sur ces institutions, à un moment où la légitimité du FMI et de la Banque mondiale est sérieusement contestée dans plusieurs régions des Suds. Cette remise en cause ne se limite plus à des griefs techniques, mais touche au cœur même de la gouvernance économique mondiale, perçue comme inadaptée, inéquitable et dominée par des intérêts qui ne reflètent plus la réalité du monde contemporain. Dans ce contexte, le projet des BRICS+ prend une dimension de plus en plus

systemique : il ne s'agit pas seulement de réformer l'ordre existant, mais potentiellement d'en proposer une alternative institutionnelle, en marge – voire en rupture – avec les structures dominées par les pays occidentaux.

Une alternative économique globale : la dédollarisation et la Nouvelle Banque de développement

Sur le plan économique, la volonté de s'extraire de la dépendance au dollar étatsunien est l'un des objectifs stratégiques les plus structurants des BRICS+. Cette « dédollarisation » progressive, amorcée dès 2023-2024, s'inscrit dans une double logique. D'un côté, une logique défensive, visant à protéger les économies membres contre les effets extra-territoriaux des sanctions occidentales – en particulier celles imposées par les États-Unis *via* leur contrôle sur les systèmes de paiement internationaux (comme SWIFT – *Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*, ou les transactions en dollars). De l'autre, une logique prospective, fondée sur l'ambition de construire un nouvel espace financier autonome, moins vulnérable aux fluctuations politiques de Washington et davantage aligné sur les intérêts économiques des pays membres des BRICS+. La guerre commerciale voulue par Donald Trump à travers les droits de douane a servi d'*aggiornamento* pour la mise en place de cette alternative économique pour les BRICS+.

Le projet d'un système de paiement trans-BRICS, adossé aux monnaies nationales – et à terme peut-être à une unité de compte commune – est ainsi examiné activement par plusieurs groupes de travail. Il s'inspire à la fois de l'exemple du système russe MIR, conçu pour pallier les sanctions européennes et américaines, et du CIPS (*China International Payments System*), deux alternatives partielles déjà existantes au SWIFT. Ce système pourrait également mobiliser les technologies de la blockchain pour contourner les infrastructures dominées par les Occidentaux et offrir plus de résilience et de transparence aux États membres. L'un des objectifs du sommet de Rio de Janeiro pourrait ainsi d'être l'officialisation d'une feuille de route pour l'interconnexion de ces systèmes nationaux, ainsi que pour l'augmentation progressive des échanges intra-BRICS dans des monnaies locales, notamment le yuan, le réal ou le dirham. Ainsi, Ron Paul, ancien député républicain et candidat à l'élection présidentielle étatsunienne, mettait en garde contre un potentiel « Rio Reset » lors du sommet, cristallisant la peur étatsunienne face à ces tentatives, lourdes de conséquences, de dédollarisation de l'économie.

La généalogie de la Nouvelle Banque de développement (NDB) témoigne par ailleurs de cette volonté d'institutionnaliser une autonomie financière des pays dits du « Sud global ». Créée en 2014 lors du sommet de Fortaleza (Brésil), la NDB se veut une alternative au FMI et à la Banque mondiale, en particulier dans le financement d'infrastructures. Elle entend rompre avec la logique de

conditionnalité néolibérale souvent imposée par les institutions de Bretton Woods, en proposant des prêts sans exigences politiques ou macroéconomiques alignées sur le consensus de Washington. Bien que son volume d'activité reste encore modeste comparé à celui de ses équivalents occidentaux, la NDB dispose d'une importante capacité symbolique et d'un potentiel d'expansion rapide. Sous la présidence de Dilma Rousseff depuis 2013, la NDB a élargi ses champs d'intervention. Elle s'est engagée dans le financement de la transition énergétique, dans le développement d'infrastructures vertes et résilientes, et dans le soutien aux projets de connectivité régionale, notamment en Afrique et en Asie du Sud. Elle a également entrepris d'octroyer des prêts en monnaies locales, ce qui représente une étape cruciale vers la réduction de la dépendance au dollar dans le financement du développement.

Dans ce contexte, le sommet de Rio pourrait permettre de renforcer la coordination entre la NDB, les banques centrales des pays membres, et d'autres mécanismes financiers, comme le Fonds de réserve de contingence des BRICS (CRA pour *Contingency Reserve Arrangement*), destiné à fournir des lignes de liquidité aux pays en difficulté. Il ne s'agit donc plus uniquement de réduire l'usage du dollar dans les échanges commerciaux, mais bien de poser les bases d'un écosystème financier autonome, capable de soutenir le développement, la résilience économique et les transitions structurelles des pays dits du « Sud global ». Cette dynamique vise à offrir des alternatives crédibles aux circuits dominés par l'Occident, et à consolider l'autonomie stratégique des membres des BRICS+ face aux aléas du système monétaire international.

La transition climatique comme levier géopolitique

Alors que la COP30 se tiendra en novembre 2025 à Belém, au Brésil, le sommet de Rio de Janeiro constitue une étape stratégique pour les BRICS+, qui entendent se positionner comme les porte-voix des pays dits du « Sud global » sur la scène climatique internationale. En mobilisant le concept de « justice climatique », ils contestent la domination normative des pays industrialisés et dénoncent les contradictions persistantes, tels que les engagements ambitieux rarement suivis d'effets, la faiblesse des financements promis, les monopoles sur les technologies vertes, ou encore la priorisation de la compétitivité économique sur les obligations environnementales. Dans cette perspective, les BRICS+ pourraient proposer un agenda coordonné pour Belém autour de plusieurs axes, comme l'accès équitable aux technologies vertes, des financements plus justes sans conditionnalité excessive, la reconnaissance des pertes et préjudices subis par les pays les plus vulnérables, et l'intégration des savoirs traditionnels dans les politiques d'adaptation. Ce positionnement vise moins à créer un clivage frontal qu'à rééquilibrer les rapports de force au sein des négociations climatiques, en insistant sur les responsabilités différenciées et les trajectoires nationales de développement. Politiquement, cela leur permet également de s'opposer à la

politique climatosceptique du président étatsunien et, ce faisant, à se poser médiatiquement comme une force constructive capable d'influencer les termes du débat mondial sur l'environnement, en défendant une transition écologique compatible avec les impératifs de justice sociale, de souveraineté et de développement. Cela entre évidemment en contradiction complète avec une bonne partie de leurs politiques économiques nationales où l'on retrouve pêle-mêle de grands producteurs d'énergie fossile faisant du *lobby* pour ralentir l'émergence des énergies renouvelables, des États déforestant au profit de l'agrobusiness, les prometteurs de produits jetables et, de manière générale, les plus gros pollueurs mondiaux.

Hétérogénéité matérielle et stratégique : les BRICS+ à l'épreuve des contradictions internes

L'un des écueils récurrents dans l'analyse des BRICS+ consiste à les appréhender comme un ensemble monolithique, animé par une vision cohérente et une volonté politique unifiée⁴. Cette lecture essentialisante omet la profonde hétérogénéité qui traverse cette coalition élargie, tant sur le plan des régimes politiques – allant de démocraties électorales à des systèmes autoritaires consolidés – que des modèles économiques, oscillant entre capitalisme d'État, économie de rente et libéralisme de marché. À cela s'ajoutent des priorités géopolitiques souvent divergentes, voire conflictuelles. Les tensions sino-indiennes, notamment autour de la question frontalière et de l'influence en Asie du Sud, les crispations sino-russes en Asie centrale et l'espionnage chinois sur la Russie récemment révélé, ou encore les différends entre la Chine et le Brésil sur les mécanismes internes de gouvernance du groupe, témoignent des limites structurelles à l'émergence d'un véritable multilatéralisme qui se voudrait Sud-Sud. Plus qu'un projet géopolitique unifié, les BRICS+ apparaissent dès lors comme une « coalition de convenance », fonctionnant par ajustements pragmatiques et convergences ponctuelles. La réaction particulièrement discrète et non concertée du groupe à la suite de l'agression israélienne sur le territoire iranien en juin 2025 a d'ailleurs illustré l'incapacité des BRICS+ à adopter une position commune sur les enjeux sécuritaires majeurs, même lorsqu'ils touchent directement un de leurs membres ou partenaires.

Néanmoins, cette instabilité interne n'entrave pas la production d'un « imaginaire BRICS+ » qui, au-delà des intérêts nationaux souvent contradictoires, permet la formulation d'un récit stratégique commun. Celui-ci repose sur quelques piliers idéologiques fédérateurs : la contestation de l'unilatéralisme occidental et du primat des institutions héritées de Bretton Woods ; la réaffirmation de la souveraineté étatique comme principe cardinal des relations internationales ; l'exigence d'une représentation plus équitable dans les enceintes de gouvernance mondiale ; et une dénonciation, plus ou moins articulée, des logiques néocoloniales véhiculées par les anciennes

puissances impériales. Cet imaginaire fonctionne comme un langage diplomatique partagé, un horizon discursif susceptible de produire de la cohésion symbolique, voire de la solidarité stratégique à géométrie variable. Il ne gomme pas les dissensions, mais permet, par son pouvoir performatif, de maintenir une façade d'unité et d'ouvrir des espaces de négociation dans un monde multipolaire en recomposition.

Il conviendrait, dans le cadre de l'analyse, de questionner l'usage de notions globalisantes et potentiellement essentialisantes telles que « Sud global ». Une approche plus nuancée consisterait à parler des « Suds », au pluriel, afin de rendre compte de la diversité des trajectoires, des enjeux et des rapports de force qui les traversent. De même, la dénonciation monolithique de « l'Occident » gagnerait en pertinence si elle était remplacée par une référence aux « Occidents » ou aux « Nords », permettant ainsi de mieux saisir la pluralité des positions, des valeurs et des politiques en jeu. Une telle démarche lexicale contribuerait à dépasser la logique de polarisation, devenue l'un des traits saillants du débat public contemporain, qui tend à opposer deux communautés imaginaires que seraient le « Sud global » et le « Nord global », appelant à une prise de parti systématique. Il faudrait s'interroger, avant d'utiliser ces expressions, à qui profite une telle bipartition du monde et quels projets politiques y sont sous-jacents.

L'Europe face aux BRICS+ : vers une troisième voie « eurosocialiste »

L'élargissement des BRIC au BRICS+ bouleverse les équilibres géopolitiques traditionnels et interpelle directement l'Union européenne. Confrontée à la fin du monopole occidental sur la production des normes et à l'effritement de son alliance transatlantique, exacerbée par l'unilatéralisme de Donald Trump, l'Europe ne peut plus se contenter d'une posture d'ajustement. Elle doit se redéfinir en tant qu'entité stratégique autonome, capable de proposer une vision politique cohérente, durable et socialement juste, au-delà du pouvoir de tel ou tel État sur le continent. Elle doit esquisser une troisième voie « eurosocialiste », à distinguer à la fois de la « troisième voie » blairiste – marquée par un tournant néolibéral du socialisme – et des orientations de la « gauche post-sociétale » récemment analysées dans [une étude de la Fondation Jean-Jaurès](#).

Cette troisième voie eurosocialiste implique de rompre avec une logique strictement gestionnaire pour assumer une ambition politique : refonder le pacte démocratique européen, renforcer la cohésion sociale, assumer une souveraineté économique régulée et construire une politique étrangère et de défense autonome. C'est à cette condition que l'Europe pourra résister à la double

pression des États-Unis protectionnistes et agent déstabilisant, et d'un bloc des BRICS+ traversé par des contradictions internes. Si certains de ses membres, comme la Chine ou la Russie, incarnent une remise en cause explicite de l'ordre international libéral et des valeurs d'émancipations portées par l'Union européenne en matière de droits humains, d'autres, comme le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde dans une moindre mesure sont des partenaires potentiels avec lesquels des convergences stratégiques peuvent être recherchées.

Ainsi, l'Europe ne doit pas voir les BRICS+ uniquement comme une menace ou un rival, mais aussi comme un révélateur d'un monde en recomposition, où les voix des Suds s'affirment. Dans ce contexte, une politique de dialogue renforcé, fondée sur des partenariats horizontaux et non paternalistes, devient essentielle. Des collaborations sur des enjeux globaux (climat, régulation du numérique, gouvernance de la dette, sécurité alimentaire, réforme des institutions multilatérales, etc.) sont possibles et souhaitables. Une Europe capable de projeter une vision socialement responsable de la mondialisation pourrait trouver auprès de certains BRICS+ des alliés circonstanciels pour faire émerger un multilatéralisme rééquilibré, plus inclusif et moins asymétrique. Mais, pour cela, encore faut-il que l'Europe se donne les moyens de cette ambition. En effet, cela devra supposer une défense commune crédible, une diplomatie proactive, une politique industrielle à la hauteur des transitions écologiques et numériques, et une revalorisation de ses instruments de coopération. Il s'agira aussi d'assumer un rôle géopolitique clair, qui conjugue fermeté face aux régimes autoritaires et ouverture envers les puissances des Suds prêtes à construire un ordre international fondé sur des règles communes. Les Européens doivent ainsi renoncer à la nostalgie de l'ordre ancien pour embrasser la complexité du monde tel qu'il est, sans pour autant renier leurs atouts : puissance commerciale, levier monétaire, *leadership* climatique, capacité normative. En d'autres termes, il faut défendre une forme de « multipolarisme » régulé, qui ne soit ni une répétition de la guerre froide, ni une soumission aux logiques de blocs. Face aux incertitudes de l'époque, l'Europe a l'occasion – peut-être la dernière – de se réinventer en tant que puissance politique, sociale et écologique, capable de tenir ensemble autonomie stratégique, solidarité internationale, politique de régulation et exigence démocratique.

Conclusion : un monde en recomposition, une Europe à la croisée des chemins

Le monde contemporain connaît une reconfiguration profonde de ses équilibres, non pas sous la forme d'un basculement linéaire de l'Occident vers un nouveau centre de gravité, mais comme un émiettement stratégique, un archipel de puissances aux logiques parfois concurrentes, parfois convergentes. Le sommet des BRICS+ à Rio de Janeiro en est l'illustration. Loin d'être une rupture

géopolitique spectaculaire, il incarne la maturation d'un multilatéralisme décentré, porteur de récits de puissance alternatifs, de revendications de justice systémique mythifiées et de nouvelles formes de politisation des interdépendances mondiales – qu'elles soient économiques, technologiques, sécuritaires ou climatiques. Néanmoins, cette recomposition n'est pas exempte de tensions. Le monde devient plus fragmenté et conflictuel, traversé de lignes de fracture qui ne sont plus seulement idéologiques ou économiques, mais aussi systémiques. La guerre en Ukraine a rappelé aux Européens que les conflits de haute intensité à leurs frontières restent une réalité de notre époque.

La perspective d'un affrontement sino-américain autour de Taïwan ajoute à cette incertitude, renforçant la perception d'un monde entré dans une ère de rivalités durables, où le droit international, les alliances traditionnelles et les régimes de coopération sont remis à l'épreuve. Dans ce contexte mouvant, l'Europe ne peut se permettre l'immobilisme ni le repli. Elle est à la croisée des chemins. Pour peser dans un monde en recomposition, elle devra faire preuve de lucidité et de volontarisme. Cela suppose de dépasser ses hésitations internes pour construire une souveraineté collective – non pas repliée sur elle-même, mais tournée vers le monde, capable d'allier puissance et principes. Une souveraineté qui articule la défense de l'État de droit, la justice sociale, la transition écologique et une politique étrangère cohérente, unie et proactive.

Le sommet de Rio de Janeiro est un signal faible, mais significatif : celui d'un ordre international en mutation, qui cherche de nouveaux équilibres et de nouveaux récits. À l'Europe de comprendre ce moment, de ne pas le subir, et de prouver qu'elle peut encore être force de proposition – non dans la nostalgie d'un passé révolu, mais avec l'ambition d'un projet politique ouvert, solidaire et stratégiquement pertinent dans le monde qui vient.

1. Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie, Indonésie, Iran et Émirats arabes unis.
2. Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne.
3. « Comme à Johannesburg, Poutine n'ira pas au sommet des Brics à Rio par peur d'être arrêté », *Courrier international*, 27 juin 2025.
4. Ce que nous avons précédemment traité dans un article paru en portugais en février 2025 et puis en français pour la revue *Multitudes* : Allan Deneuille et Martial Manet, « Face à Trump, les BRICS+ garants de l'ordre international?? », *Multitudes*, n°99, 2025.